

Le gouvernement hondurien est impliqué dans la mort de l'écologiste Berta Cáceres



Un groupe indépendant de juristes a assuré que des membres du gouvernement du Honduras, aux côtés de représentants d'une entreprise privée ont ourdi un complot pour perpétrer l'assassinat de la dirigeante indienne Berta Cáceres qui dirigeait l'opposition à la construction d'un barrage qui laisserait sous les eaux des terres cultivables de la communauté Lenca.

Comme chacun sait, Berta Cáceres a été assassinée en mars 2016 par des inconnus qui ont fait irruption dans son domicile situé dans le village La Esperanza, dans l'Ouest du Honduras.

Sa mort a provoqué une grande réaction nationale et internationale car elle était une importante représentante du mouvement pour le respect des populations indiennes, victimes du dépouillement de leurs terres par les grandes corporations en complicité avec les autorités locales.

Un an avant son assassinat, Berta Cáceres avait reçu le Prix Environnemental Goldman qui est décerné à des leaders communautaires et elle avait, en plus un document qui exigeait aux autorités de la protéger à cause des menaces de mort qu'elle recevait souvent. Mais cela n'a pas été suffisant pour qu'elles agissent en sa faveur.

Les juristes qui ont enquêté sur l'affaire ont signalé que l'attentat contre Berta Cáceres qui était également présidente du Conseil Civique d'Organisations Populaires et Indiennes du Honduras, avait été planifié durant des mois par des représentants de la firm « Développement Énergétique, Société Anonyme et par des membres du gouvernement hondurien.

On sait que la firme « Développement Énergétique, Société Anonyme » a reçu une concession du gouvernement pour construire un barrage sur le fleuve Gialcarque dans le cadre du projet de la centrale électrique Agua Zarca, mais que l'on n'a pas organisé avant la consultation populaire avec les habitants de la zone comme l'exigent les accords internationaux dont le Honduras est signataire.

Quand le gouvernement hondurien a tranché en faveur de l'entreprise, celle comptait à peine avec un capital d'un milliard 200 millions de dollars, mais elle a reçu immédiatement des injections millionnaires d'argent venant de familles aisées liées au gouvernement.

Le Conseil Civique d'Organisations Populaires et Indiennes du Honduras a commencé immédiatement des actions de protestation qui ont entraîné l'arrêt des travaux car le projet mettait en danger des ressources indispensables pour la vie des habitants de la zone. Cette lutte a coûté la vie à quatre dirigeants de l'organisation entre 2013 et 2014.

En mars 2016, la mort a frappé à la porte de Berta Cáceres et l'ampleur du scandale a conduit à l'arrestation de Sergio Rodríguez Orellana, gérant des questions environnementales de « Développement Énergétique, Société Anonyme » et de Douglas Geovanny Bastillonné, un militaire à la retraite.

Cependant, jusqu'à présent aucun commanditaire du crime n'a été traduit en justice. C'est le cas aussi de ceux qui ont caché les faits ou entravé l'enquête.

La famille de la victime indique que tant d'impunité ne serait pas possible sans la complicité de membres du gouvernement hondurien, le principal intéressé à ce que la vérité ne soit pas mise au grand jour à cause du réseau de corruption sous-jacent dans ce crime qui a bouleversé l'opinion publique nationale et internationale mais dont les principaux auteurs intellectuels restent impunis.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/146296-le-gouvernement-hondurien-est-implique-dans-la-mort-de-lecologiste-berta-caceres>



Radio Habana Cuba